

Choisir la liberté du Québec

Allocution de Pauline Marois

Forum de l'Institut de recherche sur le Québec « Perspectives économiques et financières du Québec »

14 juin 2008

D'abord, je vais commencer par vous lire une annonce que j'ai faite aujourd'hui en compagnie de mon collègue et député Camil Bouchard, député de Vachon et responsable du dossier de l'environnement, parce que cela s'inscrit tellement dans le droit fil de ce qui vient d'être dit. J'ai annoncé à la presse, et à travers elle à la population québécoise : « En tant que chef du Parti Québécois, je considère qu'il est primordial que nous prenions sans compromis le virage de la mobilité durable en visant l'électrification de nos moyens de transport individuels et collectifs. Nous devons développer le plus rapidement possible et le plus solidement possible une filière du véhicule électrique au Québec et nous le ferons. Un gouvernement du Parti Québécois, pour se faire, créera un fonds québécois de développement de la filière hydroélectrique, proposera d'électrifier les flottes commerciales et publiques de véhicules, et enfin, assurera la formation de la main-d'œuvre dans le secteur terrestre avancé. »

Nous allons prendre le taureau par les cornes et nous allons le faire. Je peux vous assurer que nous travaillons aussi sur d'autres projets audacieux au niveau de l'environnement et que dans les semaines à venir, au début, à la rentrée parlementaire, nous reviendrons avec un certain nombre d'autres propositions pour bien marquer là où nous voulons aller et la direction que nous souhaitons prendre.

J'ai suivi pour une grande partie vos travaux et je crois que les présentations qui vous ont été faites aujourd'hui démontrent clairement que si la souveraineté du Québec est d'abord, et nous le savons, une affaire de cœur, elle n'a cependant rien perdu de sa rationalité. En fait, le Québec se voit actuellement imposer des choix qui ne sont pas les siens. Le Québec est, par exemple, entraîné dans la spirale pétrolière qui enrichit ponctuellement l'Ouest canadien, mais qui vient miner notre économie et notre environnement. À cause de son lien fédéral, le Québec s'éloigne du consensus mondial qui se crée autour du développement durable, alors que nous avons tout pour y contribuer et je crois qu'on en a fait largement la démonstration, aujourd'hui, devant vous. En fait, la souveraineté du Québec ouvre au contraire la voie, la porte, à nos propres choix.

Notre indépendance fiscale et financière, c'est aussi l'avenir de nos priorités sociales, pour l'avenir du modèle québécois et je crois que nous avons les moyens de nos projets. La situation de notre endettement est préoccupante, mais je crois que Jacques Léonard vous en a fait une très bonne démonstration : elle se compare avantageusement aux autres pays industrialisés. Les finances du Québec, elles sont précaires et elles obligent même le gouvernement à faire preuve d'imagination, mais avec tous nos revenus, une bonne gestion, une politique de développement vigoureuse, l'avenir de nos services publics peut être assuré. Au contraire, c'est le fédéralisme qui nous maintient dans la précarité : les dédoublements, les conditions imposées, les programmes pancanadiens, l'imprévisibilité de nos relations avec le gouvernement

central rendent difficile, sinon quasi impossible parfois, la gouverne intelligente du Québec.

Contrairement aux messages qui sont véhiculés par Jean Charest et Stephen Harper, vous le savez maintenant, le déséquilibre fiscal n'est toujours pas réglé. Plusieurs membres de la commission sur le déséquilibre fiscal vous l'ont confirmé aujourd'hui, leurs recommandations n'ont jamais été appliquées. L'augmentation récente des transferts fédéraux cache le fait qu'une réalité tout autre continue à pénaliser le Québec et fait perdurer l'ingérence fédérale et la dépendance du Québec. Nous avons vu qu'avec la souveraineté, les possibilités apparaissent et cela nous demande – et s'il y a quelqu'un qui l'a bien fait ce midi, c'est M. Parizeau – de réfléchir, de préparer l'avenir.

La rencontre d'aujourd'hui est un bel exemple de ce que nous pouvons faire ensemble, des questions auxquelles nous devons répondre. Quels seront les choix fiscaux dans un Québec souverain? Comment voulons-nous restructurer notre État national? D'ailleurs, vous le savez probablement, un bon nombre d'entre vous, à la question que soulevait M. Parizeau ce midi, nous commençons à nous préparer à y répondre et j'espère que nous pourrons le faire dans les mois qui viennent, parce qu'au dernier conseil national du Parti Québécois, les 15 et 16 mars dernier, nous avons pris une série d'engagements afin de pouvoir poser des gestes de gouvernance nationale, mais aussi de préparer la suite des choses. L'un des mandats qui seront confiés dès le 16 juin à un groupe de travail qui vient de partout à travers le Québec, c'est de préparer la décentralisation d'un État souverain, d'un Québec souverain, donc répondre à cette question qui m'apparaît essentielle pour la suite des choses.

Une autre question à laquelle nous devons continuer de réfléchir, à laquelle nous devons répondre : comment veut-on redistribuer la richesse et au préalable, comment peut-on créer la richesse? Ce sont des questions qui se posent à nous, auxquelles nous pouvons répondre dès maintenant, pour un certain nombre, et auxquelles nous devons préparer la réponse pour la suite des choses. Cependant, je vous dirai que nous n'attendrons pas après le gouvernement fédéral pour solidifier nos assises financières et économiques et surtout, pour positionner le Québec aux côtés des États qui réussissent le mieux dans le monde. En fait, au cours des quarante dernières années, et Bernard Landry en faisait la démonstration éloquente tout à l'heure, l'économie québécoise a crû et elle a crû de façon importante et elle s'est surtout radicalement transformée. Les résultats sont là.

Notre économie reposait largement sur l'extraction de nos ressources naturelles. Aujourd'hui, en plus aussi de compter sur nos ressources naturelles, bien sûr, notre économie s'appuie sur le talent, s'appuie sur le savoir, s'appuie sur le dynamisme d'entrepreneurs qui réussissent à se démarquer ici au Québec, mais qui réussissent aussi à se démarquer sur la scène internationale. En fait, un regard objectif nous permet de constater que ce développement s'est appuyé, et surtout appuyé, sur la volonté du peuple québécois de prendre en main son destin et nous, au Parti Québécois, les souverainistes, nous y avons été pour quelque chose. En fait, nous y avons été pour beaucoup.

Vous savez, cette année, nous fêtons le quarantième anniversaire de la naissance du Parti Québécois. Quarante ans au cours desquels les Québécois ont appris à avoir de plus en plus confiance en eux, en leurs capacités. Quarante années pendant lesquelles, chaque fois que notre parti s'est retrouvé à la tête du

gouvernement, le Québec a progressé : la loi 101, la loi sur le financement des partis politiques, sur l'assurance automobile, la protection du territoire agricole, la création des Centres de la petite enfance, la loi sur l'équité salariale, la conversion des commissions scolaires confessionnelles en commissions scolaires linguistiques, l'appui à la mise en place de fonds de travailleurs et travailleuses (fonds d'action, le fonds de solidarité des travailleurs et des travailleuses) et je n'en nomme que quelques exemples. En fait, c'est quarante ans de victoires pour le Québec.

Toutefois, malgré cette transformation en profondeur de notre économie, celle-ci demeure toujours préoccupante et si nous voulons faire face aux problèmes, il faut d'abord être capable d'accepter de les voir. Vous savez, nos collègues libéraux répètent le mot économie, ils en font un peu comme un mantra. C'est devenu un peu comme un psaume, ils psalmodient le mot économie et ils pensent qu'il va se passer quelque chose. C'est d'ailleurs fascinant à mon point de vue cette espèce de pseudo réputation en matière économique. Or, chaque fois qu'ils sont au pouvoir, l'économie se met curieusement à avoir des problèmes.

Ils ont retiré les crédits d'impôt pour la recherche et le développement, ils ont cessé d'aider les entreprises, et tout d'un coup, les investissements privés se sont mis à descendre. On a moins investi en recherche et développement, alors qu'on était en train de faire un rattrapage remarquable. Donc, l'économie se met curieusement à avoir des problèmes : les déficits recommencent à s'accumuler, les budgets à exploser. En fait, ils ont même réussi cette fois à replonger le Québec en déficit et pour le camoufler, ils essayaient de nous passer en douce une loi pour se sortir de cette situation. Cela a pris cinq ans au pouvoir pour qu'ils défassent et démolissent une partie de ce que nous avons construit et Jacques Léonard s'en souvient comment cela avait été exigeant, difficile, d'arriver à l'équilibre des finances publiques. Ça, c'est un autre fiasco libéral, parce qu'il y en a d'autres aussi à travers le Québec à l'heure actuelle. En fait, j'aimerais, pour parler de nous-mêmes et de la suite des choses, rappeler que les petites économies ouvertes actuellement en Europe ont joué avec succès la carte d'un environnement d'affaires propice à favoriser l'investissement étranger et je crois qu'il peut en être de même pour le Québec.

L'investissement au Québec, c'est à la base d'ailleurs de notre position actuelle d'un rôle différent accordé à la Caisse de dépôt et placement du Québec, qui devrait pouvoir, croyons-nous, revenir à sa mission d'origine. Et c'est quoi sa mission d'origine? C'est deux choses : le rendement, bien sûr, ça va de soi, c'est notre bas de laine, mais c'est aussi le développement économique du Québec, entre autres par la protection de nos sièges sociaux, de nos entreprises stratégiques. Moi, je suis complètement sidérée quand je vois les Américains essayer de sauver leur entreprise *Budweiser*. Vous avez sûrement vu ça, quelques-uns d'entre vous, et on ne se préoccuperait pas d'Alcan. Moi, ça m'inquiète. C'est pour cela qu'on a voulu qu'il y ait un débat sur le rôle de la Caisse de dépôt et de placements du Québec, parce que sans la mission économique de la Caisse de dépôt, il n'y a plus de différence entre l'outil dont s'est doté le Québec sous Jean Lesage et n'importe quel gestionnaire de fonds privé.

Alors que le temps devrait donc être à l'action, le gouvernement Charest actuellement ne fait rien, car malheureusement, pendant que le monde avance, nous faisons trop de surplace. Je crois que si nous ne nous ressaisissons pas, la côte sera difficile à remonter. D'un côté, nous voyons apparaître les pays émergents, où les coûts de production sont très bas, ce qui oblige un certain nombre de nos entreprises à

délocaliser une part croissante de leur production. De l'autre, nous constatons aussi les vagues successives de fusions, d'acquisitions, qui viennent concentrer le pouvoir économique aux mains de plus en plus limitées de personnes et d'entreprises.

L'évolution démographique des pays les plus riches influence les marchés, et la main d'œuvre des pays les plus pauvres influence la main d'œuvre des pays occidentaux les plus riches. Le vieillissement de la population modifie en profondeur le marché du travail, nous plonge dans un sens dans une guerre des talents et je crois que nous devons la gagner cette guerre des talents. Si on veut que notre économie puisse soutenir notre volonté de vivre dans une société un peu plus juste, dans une société où le coût économique des problèmes sociaux ne vient pas handicaper trop lourdement la marge de manœuvre de l'État. En fait, nous n'avons pas besoin de faire preuve de beaucoup de perspicacité pour distinguer à l'horizon, entre autres, les problèmes environnementaux qui s'annoncent et qu'il serait complètement immoral, voire suicidaire et irresponsable pour les générations qui viennent, de pousser sous le tapis. Si nous ne nous réveillons pas rapidement, les Québécois en souffriront et je crois qu'avec le gouvernement que nous avons à Québec, à force de ne rien faire comme il le fait actuellement, ça va finir par nous coûter cher, malheureusement.

Et nous ne pouvons pas, donc, repartager continuellement la même tarte de richesses collectives. Il nous faut donc songer à créer la richesse et pour y arriver, je crois que nous devons relever trois grands défis qui rejoignent d'ailleurs certains propos tenus par vos conférenciers aujourd'hui.

Le premier, c'est celui de la productivité. M. Parizeau a particulièrement bien identifié celui-ci. En fait, la productivité, c'est la clé du succès des petites économies ouvertes qui doivent s'inscrire dans les grands marchés. Productivité, donc, pour mieux améliorer notre niveau de compétitivité.

Le deuxième défi, pour une petite économie ouverte comme la nôtre, c'est celui des exportations, la croissance des exportations et même dans un contexte où le dollar canadien est fort. Pensez justement au fait que l'euro est encore plus fort que le dollar canadien : nous pouvons songer à diversifier nos marchés d'exportations.

Et enfin, le dernier défi à cet égard, c'est celui qui est relié à la nécessité de tirer profit des grandes tendances mondiales. En fait, le gouvernement, ses institutions, ses sociétés d'État, a le pouvoir d'accompagner des entreprises qui se positionnent dans des créneaux porteurs pouvant bénéficier des changements structurels qui affectent l'économie mondiale.

L'exemple que je viens de vous donner concernant l'électrification de nos moyens de transport est un bel exemple du fait que le Québec peut s'inscrire dans les courants mondiaux en misant sur des avantages comparatifs qui nous appartiennent en propre. Je suis consciente de l'ampleur du travail que ces défis nous posent, et je crois qu'à cet égard, il nous faut consacrer des efforts considérables dans trois champs d'action prioritaires pour être capables de relever ce défi de l'exportation, ce défi de la productivité et du fait que l'on choisisse des créneaux d'excellence, où nous avons des avantages comparatifs.

Le premier défi, la première action prioritaire à mener, elle doit essentiellement porter sur des investissements en éducation, de la petite école jusqu'à l'université. C'est

par là que vont passer notre succès et notre réussite. L'éducation, un environnement d'affaires qui soit propice à l'investissement et bien sûr la promotion de l'excellence en matière d'innovation, de recherche et de développement, de transferts technologiques. En fait, la vérité c'est qu'au cours des prochaines années, l'enjeu ne sera plus tellement le nombre d'emplois. Vous savez qu'actuellement on commence à avoir des problèmes à combler nos emplois, mais je vous dirais que notre enjeu, ce sera surtout la qualité de ces derniers, car notre ambition, ce n'est pas de concurrencer les salaires des gens qui vivent et qui travaillent en Chine ou en Inde, c'est d'être dans le peloton de tête des meilleurs.

Nous avons dix-huit universités qui forment chaque année près de 25 000 diplômés. Elles influencent grandement le lieu d'implantation des entreprises qui sont à la recherche d'une main-d'œuvre hautement qualifiée. Elles doivent pouvoir s'allier avec nos structures industrielles les plus performantes pour créer et maintenir des secteurs d'excellence où le Québec est à l'avant-garde sur la scène mondiale. Mais ces universités, vous le savez, elles sont sous-financées par un gouvernement qui a fait des choix purement électoralistes; un gouvernement qui a refusé de récupérer le point de TPS libéré par le fédéral; un gouvernement qui a préféré baisser les impôts avec l'argent du déséquilibre fiscal plutôt que d'investir dans l'avenir; un gouvernement qui a, en fait, peur d'agir.

Or, si le Québec veut se démarquer dans une économie axée sur le savoir, nous ne pouvons accepter que nos universités vivent. Un gouvernement devrait donc investir massivement, de façon récurrente, en éducation, dans une série d'initiatives rigoureusement alignées sur nos priorités. Comme le Québec ne possède ni la profondeur du marché américain, ni son tissu d'entreprises, un environnement fiscal compétitif est absolument essentiel pour créer un climat d'affaires propice aux investissements et favoriser les initiatives en recherche et développement.

Si nous voulons une croissance économique plus forte malgré notre structure démographique, cela signifie qu'il faudra favoriser au maximum nos exportations et les investissements étrangers, qui sont souvent liés à de nouvelles technologies, bénéfiques au point de vue de la productivité. Pour attirer ces investissements, le Québec doit se démarquer clairement du point de vue du taux global d'imposition des entreprises et ainsi devenir une destination de prédilection pour tout investisseur étranger. J'espère que ça ne vous inquiète pas, parce que cette approche fiscale, elle a fait ses preuves au cours des dernières années. Plusieurs petits pays de l'OCDE ont suivi cette voie et l'ont suivie avec de très bons résultats. En fait, avec beaucoup de succès. Ils font mieux que nous en ce moment. Je vous donne un exemple, l'Irlande, mais je pourrais vous citer aussi la Suède, le Danemark, des pays dont la taille est comparable à celle du Québec et ce sont aussi des pays reconnus comme étant des modèles de social-démocratie.

Un autre vecteur de la création de la richesse, c'est certainement la promotion de l'excellence en matière d'innovation, de recherche, de développement et de transferts technologiques. Nous voulons faire du Québec un leader en matière de support à la recherche, en soutenant nos travaux en recherche de pointe. Je ne vous surprendrai pas en vous disant que notre fiscalité devra être réévaluée en fonction d'une perspective de développement durable. Nous n'avons moralement pas le droit d'ignorer les coûts environnementaux de nos projets de développement. En fait, vous et moi, nous croyons fermement que le Québec ne sera jamais aussi performant que lorsqu'il possédera tous

ses outils et tous les leviers lui permettant d'agir sur son économie, sur son développement. D'ailleurs, Jean Charest, qui s'est récemment découvert une nouvelle passion pour les relations internationales et le libre-échange, a lui aussi clairement démontré les avantages de la souveraineté du Québec, car lorsque le premier ministre voyage en Europe, il en fait la démonstration, bien malgré lui. Sûrement, parce que, évidemment, pour pouvoir établir des liens avec l'Europe, des liens directs, il faut être un État souverain. Alors, il me semble qu'il devrait conclure avec nous que la voie de l'avenir, si nous voulons établir des liens avec d'autres États, c'est la souveraineté.

En fait, nous savons très bien que tant que le Québec n'est pas un pays, c'est le Canada qui est l'interlocuteur valable pour les autres pays. Je vous donne un simple exemple. Si Bruxelles, demain matin, décidait d'aller de l'avant avec une surtaxe, par exemple, sur les biens importés de pays qui ne se conforment pas à Kyoto, le Québec serait victime, malgré ses efforts, du désastreux bilan environnemental de l'Ouest Canadien. Donc, en conclusion, nous savons tous ici que nous avons les moyens de nos ambitions. Jacques Léonard vous l'a prouvé éloquemment aujourd'hui, en revenant sur un certain nombre d'études et en les mettant à jour avec les chiffres qui existent dans les autres pays de l'OCDE, petits ou grands, qui peuvent se comparer à la réalité québécoise.

Ce que cela veut dire, c'est que nous avons et nous pouvons incarner nos rêves à l'idée que nous devons faire du Québec un pays – un pays, pour qu'il puisse se réaliser pleinement, enrichir les Québécoises et les Québécois. Si nous en sommes ici convaincus, je crois que nous avons une responsabilité importante, nous avons un défi à relever ensemble et c'est le plus beau défi qu'un peuple puisse se donner : c'est celui de choisir sa liberté.